

Discours de la nouvelle présidente du Parlement grec (extraits)

dimanche 15 février 2015, par [KONSTANTOPOULOU Zoe](#) (Date de rédaction antérieure : 8 février 2015).

Quelques extraits du discours prononcé par Zoé Konstantopoulou, lors de son élection en tant que Présidente du Parlement hellénique sélectionnés par Okea News.

Mesdames et Messieurs les députés,

Je vous parlerai du fond du cœur, avec la sincérité et la droiture qui conviennent à l'honneur et à la responsabilité qui accompagnent la mission dont vous m'avez chargée mais aussi à l'honneur et à la responsabilité qui accompagnent la confiance dont nos concitoyens ont fait preuve envers chacun et chacune d'entre nous.

Nous sommes ici, non pas parce que le destin l'a voulu, ni par le caprice de quelque hasard, mais parce que nous l'avons choisi et nous avons été choisis et élus par les citoyens de ce pays, le peuple de notre patrie qui est préoccupé et qui lutte pour la dignité, la justice, l'égalité, la démocratie, la liberté. Pour des valeurs et des biens qui furent conquis en versant du sang, par des sacrifices, des luttes dont la marque indélébile se trouve dans l'Histoire de ce pays. Des valeurs et des biens qui, de nos jours, sont contestés ou restreints de la manière la plus cynique qui soit.

(...)

Avec les parlementaires actifs et participants au processus parlementaire. Non pas de simples « applaudisseurs » de prises de position gouvernementales ou de l'opposition.

(...)

En cette période parlementaire, il ne faudra pas répéter des phénomènes de dégénérescence de la fonction législative, tel que l'abus de la procédure d'urgence et des amendements.

Je m'engage, en tant que Présidente du Parlement, que les amendements présentés hors-délai ou sans rapport avec l'objet des dispositions des projets de loi ne seront pas reçus. Pas même, bien entendu, des projets de lois comptant des centaines de pages, sans structure, ou des actes législatifs qui ne remplissent pas les critères constitutionnels [référence directe à tous les textes des mémorandas].

(...)

J'en arrive aux questions de transparence et d'égalité devant la loi. Le Parlement ne peut pas opérer comme un dispositif de blanchiment de scandales ni comme un cimetière de dossiers relevant du droit pénal. Récupérer et examiner des dossiers qui, tout en ayant été transmis au Parlement par la Justice, croupissent des mois, voire, des années durant dans quelques tiroirs sans même être examinés, est un devoir démocratique élémentaire et fondamental tout autant qu'un préalable à la cohésion sociale. Je m'adresse au sens du droit de TOUS les députés, en tant que représentants des

citoyens. Et je vous invite à ce que, tous ensemble, nous mettions fin à cette honteuse situation du traitement privilégié qui a LOURDEMENT touché le prestige du Parlement. Par le biais des commissions existantes mais aussi par celui de la constitution des nouveaux organes nécessaires, il est impérieux que le Parlement garantisse la légalité, la transparence et l'examen de tous les dossiers en suspens, quelles que soient les personnes impliquées. Qu'il s'agisse de personnes politiques, parlementaires et gouvernementales, qu'il s'agisse de représentants d'intérêts économiques et de sociétés qui corrompent, comme dans les affaires Siemens et celles concernant les armements. N'oublions pas que pareilles affaires mobilisent également des obligations internationales à l'égard d'autres pays, conformément au cadre juridique international contre la corruption et que notre pays n'a pas épuisé son arsenal juridique afin de rendre justice et de faire ressortir la vérité et révéler le produit du crime. Les représentants d'autres gouvernements connaissent également ces obligations. Ainsi, la déclaration faite hier par le Ministre des finances Allemand, selon lequel « chaque pays veille simplement et uniquement à ses propres affaires », est non pertinente et non fondée.

Notre pays et notre peuple furent les victimes de corruption à grande échelle qui ne se limite pas aux frontières nationales et ne concernent pas uniquement notre « chez nous ». Il est de l'obligation des États européens également de collaborer et de nettoyer notre « chez nous » collectif européen.

(...)

J'en viens à l'initiative la plus importante de la période parlementaire précédente, dont tous ceux qui ont participé sont fiers. La constitution de la commission interpartis du Parlement pour la revendication des réparations de guerre allemandes. À l'initiative de Manolis Glezos et du groupe parlementaire de Syriza et avec la collaboration unanime de tous les groupes parlementaires, cette commission fut constituée et opéra de manière exemplaire, présidée par M. Tzavaras, mais n'a pas pu achever sa mission à cause des élections qui sont intervenues. Durant cette nouvelle période parlementaire, la commission sera très rapidement constituée pour remplir le devoir national qu'est la revendication effective de cette dette morale, historique et financière à l'égard de notre patrie, à l'égard des victimes de la sauvagerie nazie, pour la réparation des catastrophes, le remboursement et l'acquittement du prêt de l'Occupation, pour le dédommagement des victimes et pour la restitution des trésors archéologiques volés.

En tant que Présidente du Parlement, j'entreprendrai aussi, personnellement, toutes les initiatives de sorte que cette dette, qui survit depuis 70 ans, soit remboursée. Des initiatives analogues seront entreprises afin que le Parlement contribue de manière essentielle à promouvoir les revendications d'annulation de la majeure partie de la dette et de l'intégration de clauses de croissance et de garanties d'endiguement de la crise humanitaire et de secours à notre peuple. La diplomatie parlementaire n'est pas un cérémonial ni l'équivalent de relations publiques. Elle est un précieux outil qu'il est nécessaire de mettre en branle, pour ce qui est tant du Président que des commissions de relations internationales ou de commissions d'amitié, de sorte que l'affaire grecque, la demande d'une solution équitable et bénéfique pour notre peuple, par annulation de la dette et moratoire des remboursements soit l'objet d'une campagne interparlementaire de revendication vive, qui s'appuie sur l'information de vive voix des autres parlements et assemblées parlementaires mais aussi des peuples européens qui se mobilisent déjà en solidarité de notre peuple.

(...)

L'Histoire est écrite par les peuples qui espèrent, sont optimistes, contestent, luttent et revendiquent. L'Histoire est également écrite par les dirigeants politiques et les représentants du peuple, les Parlements, quand ils se dressent à la hauteur de leur responsabilité et forment un mur de protection de la société. Les réflexes démocratiques de notre peuple sont actifs et s'expriment de

plus en plus clairement. En se référant précisément aux luttes historiques de notre peuple, à la résistance nationale, à la gauche, au mouvement des étudiants, à la lutte contre la dictature, aux mouvements sociaux.

De plus en plus nombreux sont ceux qui prennent conscience du fait qu'ils ne veulent pas vivre à genoux. Ni laisser comme héritage à leurs enfants un nouvel esclavage économique. Les gens retrouvent le sourire, ces derniers jours. Ils retrouvent la ténacité, la confiance en eux, leur dignité. Ils revendiquent d'être partie de l'Histoire et non pas ses spectateurs. Et ils se réunissent sur les places en manifestant pour des principes et des valeurs universels, comme l'ont fait, hier soir, des milliers de citoyens à Athènes mais aussi dans d'autres capitales européennes.

Toute l'Europe, le monde entier, a le regard tourné vers la Grèce avec espoir. Par ce qu'ils savent que la reconnaissance des droits et le soulagement du peuple grec sera une victoire des hommes face aux autocrates financiers et aux nouvelles tyrannies des banques, des marchés, des nouvelles oligarchies qui ont pour objectif de se substituer à la démocratie.

(...)

Respecter la Constitution relève du patriotisme des Grecs qui ont le droit et le devoir de résister par tout moyen à tout qui tente de la violer. C'est à ce patriotisme démocratique constitutionnel par lequel la société grecque est portée, tout au long de son histoire, et dont le Parlement hellénique est imprégné en tant qu'institution, que butera tout qui s'efforcerait de faire du chantage à notre peuple et de contourner la démocratie de notre pays.

Zoe Konstantopoulou

P.-S.

*

<http://www.okeanews.fr/20150208-extraits-du-discours-offensif-de-la-nouvelle-presidente-du-parlement-grec>